



***Troupes russes hors d'Ukraine !
Droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même !
Halte aux puissances impérialistes de l'Otan qui transforment en dollars le sang
des travailleurs et des peuples !***

Le 24 février 2022, après huit ans de conflit larvé, les chars russes franchissaient la frontière ukrainienne. Deux ans de terribles destructions humaines et matérielles, de déplacements de millions de personnes. Sans qu'on voie la fin de cette guerre.

Une guerre qui s'est accompagnée d'une répression féroce à l'intérieur de la Russie : si l'assassinat d'Alexeï Navalny est le plus médiatisé, ce sont des centaines d'opposants et opposantes à la guerre qui ont été enfermés et jetés dans les prisons de Poutine. Malgré cela, les voix continuent à se faire entendre contre cette sale guerre, comme ces femmes de soldats qui manifestent chaque week-end.

Ceux qui ont intérêt à faire durer la guerre

L'invasion de l'Ukraine est intervenue dans un cadre de concurrence impérialiste de la Russie avec l'Occident, les États-Unis en tête, suivis de ses sous-fifres européens dont la France. Sous prétexte d'aide à l'Ukraine, les budgets militaires des pays européens ont explosé, au profit de leurs fournisseurs d'armement. Des milliers de soldats, français, britanniques, américains, ont été déployés à l'est de l'Europe, notamment en Roumanie. Loin d'aider le peuple ukrainien, les États impérialistes occidentaux ne font qu'accroître les risques de généralisation du conflit. Car ce qui compte, pour eux, c'est avant tout de défendre les intérêts de leurs capitalistes ! Comme les autres membres de l'Otan, la France de Macron et son industrie d'armement y ont gagné leur part. Une enveloppe globale de 413 milliards sur sept ans est prévue pour l'armée française. Après quoi Bruno Le Maire nous annonce qu'il va falloir faire 10 milliards d'économies sur l'école et les hôpitaux afin de boucler son budget.

Après avoir financé largement l'armée de Zelensky pendant deux ans, le Congrès américain bloque tout financement de l'armée ukrainienne depuis deux mois. Après tout, le régime de Poutine reste un pilier de l'ordre impérialiste – les ouvriers biélorusses (en 2020), kazakhs (en 2021-2022) et les classes populaires syriennes (en 2015) en ont fait les frais.

Et tous sont déjà depuis plus d'un an dans les starting-blocks de la course à la future reconstruction de l'Ukraine. Aujourd'hui le futur marché de la reconstruction est évalué entre 500 et 600 milliards.

La défense de l'Ukraine, par les travailleurs et avec leurs propres armes

Entre un Poutine voulant lui imposer sa dictature, les loups occidentaux à l'affût des marchés et ses propres capitalistes, le peuple ukrainien ne peut compter pour se défendre que sur lui-même. Les troupes russes occupent presque 20 % du territoire. De son côté, le régime de Zelensky s'appuie sur le grand capital occidental, sur les couches privilégiées de la bourgeoisie ukrainienne aussi, dont des capitalistes qui ont longtemps oscillé entre l'appui de la Russie ou l'appui de l'UE, et voient désormais plus d'opportunités pour leurs affaires du côté du camp occidental. La solution ne peut pas venir de ces ennemis des travailleurs mais de l'irruption des masses ouvrières sur l'arène politique, en toute indépendance des bourgeoisies nationales.

- En Russie, nous affirmons notre solidarité totale avec tous les militants et militantes qui s'opposent au régime de Poutine. Nous exigeons la libération de tous les manifestants et manifestantes emprisonnés.
- En Ukraine, nous affirmons notre solidarité avec toutes les luttes ouvrières, contre l'utilisation de la guerre par le gouvernement pour limiter les droits ouvriers et démocratiques.
- Ici en France, nous disons : Non à la hausse des budgets militaires ! Non aux ingérences impérialistes : retrait des troupes de l'Otan de l'est de l'Europe et du monde !

Des nuits plus longues à Géricourt (95)

À Géricourt, dans le Vexin, Transdev veut supprimer les dispositifs en double équipage de nuit. Le double équipage permet à deux conducteurs de se relayer pour réduire le temps de conduite. La disparition de ces services va alourdir la charge de travail, tout l'inverse de ce qu'il nous faudrait.

Le spectre de la grève hante les dépôts du 93

À Villepinte et Tremblay, la direction a pour ambition de faire passer le temps de pause en temps indemnisé. Le but de la combine ? Nous voler du salaire et du temps de travail. Mais la grève de décembre les a refroidi et c'est bien le seul moyen de mettre à mal leurs plans !

Transdev, Lacroix, même bannière même combat

Depuis le 26 février le dépôt de Beauchamp est en grève. Lacroix a remporté l'appel d'offre récemment, avec pour projet d'attaquer les conditions de travail et les rémunérations pour se faire d'avantage de sous sur le dos de nos collègues. Les grévistes réclament entre autre 10% d'augmentation et ils ont bien raison, c'est même un minimum !

La direction de Keolis abandonne sa procédure contre Pierre !

Bonne nouvelle, notre collègue Pierre de Keolis en Isère n'aura pas de poursuites disciplinaires pour son droit de retrait. Un rassemblement s'était tenu devant son dépôt le jour de son entretien disciplinaire, qui avait démontré la solidarité des conducteurs mais aussi de travailleurs d'autres entreprises du coin. La lutte contre les patrons qui veulent nous faire travailler aux dépens de notre santé continue ! Plus d'infos dans cette petite vidéo :



Une médecine aux ordres des patrons ?

Un médecin du travail a été sanctionné d'un an d'interdiction d'exercer, dont six mois avec sursis, par l'Ordre des médecins. En deux ans, il a délivré six certificats d'inaptitude au travail à des salariés d'une entreprise de fabrication de portes et serrures blindées. C'est après une plainte du patron, qui s'estimait « lésé », qu'il a été sanctionné sans que l'Ordre ne mène d'enquête sur les conditions de travail dans l'entreprise ni ne fasse d'expertise médicale des salariés. Et ce type de recours n'est pas isolé contre

les médecins du travail qui font leur travail. Car le patronat ne tolère qu'une médecine à ses ordres.

Ce que « préfèrent les smicards », c'est 400 euros d'augmentation et 2 000 euros net par mois !

Accueilli par des huées et des bousculades, Macron a inauguré avec plusieurs heures de retard un Salon de l'agriculture investi par les CRS : accepter les demandes des capitalistes qui dirigent la FNSEA n'a pas calmé la colère des petits paysans qui, eux, ne sont pas des capitalistes.

Le même jour, la Une du journal *La Marseillaise* citait Macron lors d'une rencontre à l'Élysée : « Les smicards préfèrent téléphones et abonnements VOD plutôt qu'une alimentation saine. » On ne sait pas de qui ressort le plus dans ces propos : la haine ou la bêtise...

Un certain nombre de « smicards » sont obligés de sauter un repas sur deux : sûr que ce n'est pas une façon très saine de s'alimenter ! Et donc, ce que « préféreraient les smicards », c'est ne pas se demander dès le 10 comment finir le mois ; c'est un Smic à 2 000 euros net, entre autres pour pouvoir se nourrir « sainement ».

De bonnes raisons de joindre nos colères à celle des petits paysans !

SALON DE L'AGRICULTURE : GRAND DÉBAT ANNULÉ PERSONNE NE VEUT ÉCOUTER MACRON



Des coupes claires qui s'en prennent aux classes populaires

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a annulé 10 milliards d'euros sur les attributions budgétaires. La « transition écologique », les aides à l'acquisition de logement, la PrimRénov sont touchées. Mais c'est surtout l'Éducation nationale (700 millions), l'Enseignement supérieur et la recherche (900 millions) qui sont le plus atteints.

Il paraît qu'il faudrait faire des économies ? Qu'il puise dans les 97 milliards versés aux actionnaires du CAC 40. De l'argent, il y en a : dans les caisses du patronat !